

## **CONSORT NT**

Société Anonyme au capital de 1 760 980 euros  
Immeuble CAP Etoile  
58, boulevard Gouvion Saint Cyr  
75017 PARIS  
RCS PARIS 389 488 016

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés  
Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société CONSORT NT, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2.2 et 4.12 de l'annexe relatives aux modalités de comptabilisation du crédit d'impôt recherche.

---

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les immobilisations incorporelles et les écarts d'acquisitions sont déterminés et évalués conformément aux notes 3.1.2 et 3.2.1 de l'annexe aux états financiers. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables, nous nous sommes assurés du bien fondé des évaluations ainsi réalisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 9 mai 2014

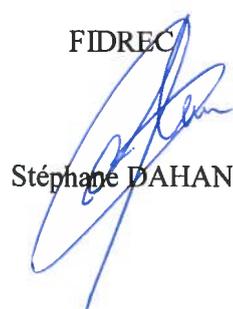
Les Commissaires aux Comptes

EXPERTISES & SERVICES



Philippe SENECHAL

FIDREC



Stéphane DAHAN

## **COMPTES CONSOLIDES**

**AU 31 DECEMBRE 2013**

## 1 - BILAN CONSOLIDE

en K €

ACTIF	31/12/2013	31/12/2012	PASSIF	31/12/2013	31/12/2012
<b>Actif immobilisé</b>	<b>3 296</b>	<b>3 595</b>	<b>Capitaux propres (Part du groupe)</b>	<b>14 824</b>	<b>15 215</b>
Ecart d'acquisition	0	0	Capital	1 761	1 761
Immobilisations incorporelles	15	22	Primes	565	565
Immobilisations corporelles	2 682	3 248	Réserves et résultat consolidés	12 497	12 889
Immobilisations financières	600	325	Autres		
Titres de participation					
<b>Actif circulant</b>	<b>43 834</b>	<b>41 502</b>	<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>78</b>	<b>88</b>
			<b>Provisions pour risques</b>		
Stocks et en-cours			<b>et charges</b>	<b>727</b>	<b>510</b>
Clients et comptes rattachés	32 880	30 610			
Autres créances			<b>Dettes</b>	<b>31 501</b>	<b>29 284</b>
et comptes de régularisation	3 289	3 485	Emprunts et dettes financières	0	0
Valeurs mobilières de placement		0	Fournisseurs et comptes rattachés	5 090	5 050
Disponibilités	7 665	7 407	Dettes fiscales et sociales	23 937	22 975
			Autres dettes		
			et comptes de régularisation	2 474	1 260
<b>Total de l'actif</b>	<b>47 130</b>	<b>45 097</b>	<b>Total du passif</b>	<b>47 130</b>	<b>45 097</b>

**Comptes consolidés de CONSORT NT**  
**au 31/12/2013**

## 2 - COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

en K €

	31/12/2013	31/12/2012
Chiffre d'affaires	112 546	110 590
Autres produits d'exploitation	1 244	2 002
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>113 790</b>	<b>112 592</b>
Achats consommés	21 986	22 328
Charges de personnel	79 885	77 574
Autres charges d'exploitation	103	154
Impôts et taxes	3 687	3 816
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 862	1 266
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>6 267</b>	<b>7 455</b>
Charges et produits financiers	-1	-5
<b>Résultat courant des entreprises intégrées</b>	<b>6 266</b>	<b>7 450</b>
Charges et produits exceptionnels	-942	-238
Impôts sur les résultats	1 284	2 174
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>4 040</b>	<b>5 039</b>
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	0	0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	0	0
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>4 040</b>	<b>5 039</b>
Intérêts minoritaires	25	23
<b>Résultat net (Part du groupe)</b>	<b>4 015</b>	<b>5 016</b>

Résultat par action 1,82 2,28

Résultat dilué par action 1,82 2,28

**Comptes consolidés de CONSORT NT**  
au 31/12/2013

**3 - TABLEAU DE FLUX**  
**DE TRESORERIE**

en K €

RUBRIQUES	31/12/2013	31/12/2012
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	4 040	5 039
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	1 129	440
- Variation des impôts différés	314	81
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	37	0
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	<b>5 520</b>	<b>5 560</b>
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-182	-1 609
Liaison Bilan		
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>5 338</b>	<b>3 951</b>
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations	-616	-1 063
Cession d'immobilisations, Incidence des variations de périmètres	-26	69
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-642</b>	<b>-993</b>
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-4 402	-4 391
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-34	-30
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts		0
Remboursements d'emprunts	0	-106
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>-4 436</b>	<b>-4 527</b>
Autres variations	-2	-3
<b>Variations de trésorerie (A)</b>	<b>258</b>	<b>-1 572</b>
Trésorerie d'ouverture (B)	7 407	8 979
Trésorerie de clôture (C)	7 665	7 407
Ecart A - (C - B)	0	0

## **ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES**

**AU 31 DECEMBRE 2013**

## Sommaire

1	Evénements importants de l'exercice.....	3
2	Informations permettant la comparabilité des comptes.....	3
2.1	Informations relatives au périmètre de consolidation.....	3
3	Modalités de consolidation, principes comptables et méthodes d'évaluation .....	5
3.1	Principes et modalités de consolidation .....	5
3.1.1	Méthode de consolidation .....	5
3.1.2	Traitement des écarts d'acquisitions .....	5
3.1.3	Date d'arrêté des comptes.....	5
3.1.4	Méthode de consolidation pour les entreprises étrangères consolidées.....	5
3.1.5	Intérêts minoritaires .....	5
3.2	Principes comptables et méthodes d'évaluation .....	5
3.2.1	Immobilisations incorporelles.....	5
3.2.2	Immobilisations corporelles .....	6
3.2.3	Créances et dettes .....	6
3.2.4	Reconnaissance du revenu .....	6
3.2.5	Indemnités de fin de carrière.....	6
3.2.6	Définition du résultat exceptionnel .....	6
3.2.7	Impôts différés et décalages temporaires d'impôt.....	6
4	Analyse des comptes consolidés.....	7
4.1	Immobilisations et amortissements.....	7
4.2	Créances clients et comptes rattachés .....	7
4.3	Impôts différés actif et autres créances.....	8
4.4	Valeurs mobilières de placement et disponibilités .....	8
4.5	Capitaux propres.....	8
4.6	Provisions pour risques et charges .....	9
4.7	Fournisseurs et comptes rattachés.....	10
4.8	Dettes fiscales et sociales .....	10
4.9	Autres dettes.....	10
4.10	Echéances des créances et des dettes .....	10
4.11	Répartition du chiffre d'affaires .....	10
4.12	Autres produits d'exploitation .....	11
4.13	Achats consommés .....	12
4.14	Dotations et reprises de provisions .....	12
4.15	Résultat financier .....	12
4.16	Résultat exceptionnel .....	12
4.17	Ventilation de l'impôt sur les bénéfices.....	13
4.18	Retraitement des crédits-bails .....	13

5	Autres informations .....	13
5.1	Engagements hors bilan .....	13
5.2	Montant des honoraires des Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat .....	14
5.3	Personnel .....	14
5.3.1	Effectif .....	14
5.3.2	Rémunération des organes de direction .....	14
5.3.3	Participation des salariés .....	14
6	Exposition aux risques particuliers .....	14
6.1	Risque de marché .....	14

Les comptes consolidés de CONSORT NT ont été établis en conformité avec les dispositions de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985, portant adaptation de la 7<sup>e</sup> directive européenne, dont les modalités d'application ont été fixées par le décret 86-221 du 17 février 1986 et le décret 90-72 du 17 janvier 1990, avec le règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999, homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, ainsi qu'avec les dispositions du Code de commerce.

**Cette consolidation du sous-groupe Consort NT est facultative. Elle est comprise par la méthode de l'intégration globale dans la consolidation légale de Consort NT Group.**

## 1 Evénements importants de l'exercice

En février 2008, le management de CONSORT NT a réalisé un **premier LBO** dans le but d'acquérir la majorité du capital de la société Consort NT. Au 31 décembre 2011, le groupe CONSORT NT était détenu par la société **Consort Group** à hauteur de 99.31 % et le groupe CONSORT NT était lui-même consolidé dans les comptes du groupe CONSORT GROUP.

En date du 26 janvier 2012, le management de Consort NT a réalisé un **second LBO** lui permettant de se renforcer au capital et de se hisser à 70 % du capital (vs 60 %). Dans le cadre de la réalisation de cette opération, 100 % des actions de la société Consort Group ont été acquises par la société **Consort NT Group**, société constituée à cet effet et qui clôturera son premier exercice social au 31 décembre 2013.

Courant Octobre 2013, le siège du groupe CONSORT NT a été transféré de Neuilly à Paris, au 58 bd Gouvion Saint-Cyr - 75017. Cette implantation sur Paris a également été accompagnée d'un regroupement des centres de services de Courbevoie et Puteaux 2 sur le site de Puteaux.

**Evénements survenus depuis la clôture de l'exercice :**

Néant

## 2 Informations permettant la comparabilité des comptes

### 2.1 Informations relatives au périmètre de consolidation

NOM/ACTIVITE/N° SIREN/ADRESSE	% DETENTION 31/12/13	% DETENTION 31/12/12	METHODE D'INTEGRATION
<u>Société mère</u> <b>CONSORT NT, SSII</b> 389488016 58 bd. Gouvion Saint-Cyr 75017 Paris			
<u>Sociétés filles :</u> <b>CONSORT SARL, SSII</b> 332978477 131 Av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE	Sortie	99,88 %	I Globale

<b>CONSORT FRANCE, SSII</b> 418827655 58 bd. Gouvion Saint-Cyr 75017 Paris	100 %	100 %	I Globale
<b>CONSORT R&amp;D, SSII</b> 430195271 58 bd. Gouvion Saint-Cyr 75017 Paris	90 %	90 %	I Globale
<b>CONSORT MEDITERRANEE</b> 5, rue Fidouzi à Casablanca MAROC	100 %	100 %	I Globale
<b>CONSORT ITALIA</b> Via Brigata Lupi, 6 à Bergamo ITALIE	100 %	100 %	I Globale

Toutes les sociétés détenues sont intégrées dans le périmètre de consolidation ; la société Consort Italia est en sommeil.

La SARL Consort dont les comptes définitifs de liquidation amiable ont été arrêtés en date du 31 octobre 2013 est sortie du périmètre de consolidation en 2013.

## 2.2 Informations relatives aux changements d'estimation

Crédit d'impôt recherche :

Au titre de l'exercice 2012, le groupe CONSORT NT a lancé une démarche d'analyse de ses projets susceptibles d'être éligibles à du crédit d'impôt Recherche. Suite à cette analyse, ont été comptabilisés dans les comptes de 2012, dans le poste « subventions d'exploitation », des crédits d'impôt recherche à hauteur de 395 K€ relatifs à des dépenses engagées en 2012 dans le cadre de projets d'innovation. Cette estimation était basée sur les informations disponibles lors de l'arrêt des comptes, la mission d'analyse du périmètre n'étant pas alors terminée.

L'analyse approfondie et étendue à différents projets a permis de réviser cette estimation de 395 K€ à 491 K€, soit un complément de 96 K€ enregistrés dans les produits d'exploitation de l'exercice 2013.

Participation :

Le montant de la participation des salariés 2012 qui avait été comptabilisé dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012 était de 839 K€.

Suite à l'arrêt du Conseil d'Etat du 20 mars 2013, la participation due au titre de 2012 a été recalculée sans tenir compte des crédits d'impôt dont a bénéficié l'entreprise.

En conséquence, le montant de la participation ainsi recalculé a été inférieur au montant provisionné dans les comptes pour s'établir à 687 K€, soit une diminution de près de 152 K€.

## 2.3 Informations relatives au Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) accordé par l'Etat a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de recherche, d'innovation, de formation et de recrutement.

Le crédit d'impôt correspond pour l'année 2013 à 4 % de notre masse salariale, hors salaires supérieurs à 2,5 fois le SMIC. A ce titre, notre groupe a constaté dans ses comptes un crédit d'impôt s'élevant à 1 233 K€.

Conformément à l'avis du collège de l'ANC (Autorité des normes comptables), le groupe Consort NT a comptabilisé ce crédit dans un sous-compte dédié des « Charges de personnel ».

### **3 Modalités de consolidation, principes comptables et méthodes d'évaluation**

#### **3.1 Principes et modalités de consolidation**

##### **3.1.1 Méthode de consolidation**

La méthode de consolidation est l'intégration globale, avec dégagement des intérêts minoritaires, dans les cas d'une détention majoritaire par le Groupe. Les sociétés dans lesquelles le Groupe possède plus de 20 %, mais n'assure pas le contrôle, même conjoint, sont mises en équivalence. Il en est de même lorsque le Groupe n'a pas statué sur une détention à long terme de la participation. Toutes les sociétés du périmètre sont intégrées globalement.

##### **3.1.2 Traitement des écarts d'acquisitions**

Ce poste est totalement amorti depuis le 31 décembre 2011.

##### **3.1.3 Date d'arrêté des comptes**

Les sociétés consolidées arrêtent leur exercice social au 31 décembre.

##### **3.1.4 Méthode de consolidation pour les entreprises étrangères consolidées**

La conversion des comptes de Consort Méditerranée, de sa monnaie de fonctionnement à l'euro, s'effectue de la manière suivante :

- les éléments non monétaires, y compris les capitaux propres, sont convertis au cours historique
- les éléments monétaires sont convertis au cours de change à la date de clôture de l'exercice.

##### **3.1.5 Intérêts minoritaires**

Les intérêts minoritaires correspondent à la part des actionnaires minoritaires dans la situation nette et le résultat des sociétés consolidées.

#### **3.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation**

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec la loi française et les directives européennes. Les contrats de crédit-bail, ne présentant pas un caractère significatif, ne font pas l'objet d'un retraitement.

##### **3.2.1 Immobilisations incorporelles**

Les logiciels sont dépréciés sur une durée allant d'un an à trois ans, selon le mode linéaire. L'écart de première consolidation d'une société est réparti dans les postes appropriés du bilan consolidé ; la partie non affectée de cet écart est inscrite à un poste particulier d'actif ou de passif du bilan consolidé. Les écarts non affectés sont amortis sur 10 ans.

### 3.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, dans le respect des règles fixées par les règlements du Comité de la réglementation comptable 2002-10 et 2004-06.

A cet effet, le Groupe a décomposé l'immeuble de bureaux dont il est propriétaire, la valeur des composants ressortant à 680 K€, soit 50% de la valeur totale. Les composants sont amortis sur une durée allant de 11 à 30 ans, la structure étant amortie sur 45 ans.

Les amortissements ont été calculés sur une durée normale d'utilisation des biens selon le mode linéaire ou dégressif :

Désignation	Durée d'amortissement	Mode
Constructions décomposées	11 à 45 ans	Linéaire
Installations générales, agencements divers	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel de transport	2 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans	Linéaire et dégressif
Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire

Il a été considéré que les amortissements dégressifs pratiqués correspondaient à un amortissement économiquement justifié, eu égard à la politique de renouvellement des investissements et à la charge annuelle que représente la possession d'une immobilisation amortie.

### 3.2.3 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

### 3.2.4 Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires comptabilisé est la résultante de deux éléments :

- les contrats cadre signés avec les clients ;
- l'émission de factures mensuelles acceptées par les clients sur la base des relevés de temps et l'état d'avancement des projets au forfait par rapport au reste à faire.

### 3.2.5 Indemnités de fin de carrière

La convention collective prévoit un droit à indemnité de fin de carrière pour le personnel ayant cinq années d'ancienneté révolues. Compte tenu de ces obligations conventionnelles, les engagements de retraite ont été évalués à 26 k euros au 31 décembre 2013 sur la base d'un départ à la retraite à l'initiative du salarié.

### 3.2.6 Définition du résultat exceptionnel

La formation du résultat exceptionnel du Groupe comprend les éléments extraordinaires ainsi que les éléments exceptionnels des activités ordinaires.

### 3.2.7 Impôts différés et décalages temporaires d'impôt

Les décalages temporaires d'impôt sur les bénéfices font l'objet de la constatation d'un impôt différé actif ou passif calculé selon la méthode du report variable en fonction des taux votés à la clôture de l'exercice. Les déficits fiscaux dorénavant reportables indéfiniment donnent lieu au calcul de l'impôt différé actif correspondant dans le respect des textes.

#### 4 Analyse des comptes consolidés

##### 4.1 Immobilisations et amortissements

Les immobilisations incorporelles comprennent pour l'essentiel des logiciels et des écarts d'acquisition.  
Les immobilisations corporelles sont constituées de constructions, d'installations diverses, de matériels de transport, de matériels de bureau et informatiques et de mobiliers.

Immobilisations en K€	Au 01/01/2013	Acquisitions	Cessions ou Sortie d'actifs	Variation de périmètre	Au 31/12/2013
Concession, brevets	842	5		-2	845
Ecart d'acquisition	905				905
Constructions	1.483				1.483
Autres immo corporelles	4.631	336	479	-67	4.421
Prêts et autres immo financières	325	275			600
<b>Total</b>	<b>8.186</b>	<b>616</b>	<b>479</b>	<b>-69</b>	<b>8.254</b>

Amortissements en K€	Au 01/01/2013	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	Au 31/12/2013
Concession, brevets	820	12		-2	831
Ecart d'acquisition	905				905
Constructions	613	469	479	-67	536
Autres immo corporelles	2.252	433			2.685
<b>Total</b>	<b>4.590</b>	<b>914</b>	<b>479</b>	<b>-69</b>	<b>4.957</b>

La très large partie des immobilisations est localisée en Ile-de-France.

##### 4.2 Créances clients et comptes rattachés

Clients et comptes rattachés en K€	31/12/2013	31/12/2012
Clients	28.919	27.018
Effets à recevoir		
Clients douteux	63	63
Clients - Factures à établir	4.634	3.973
Dépréciation clients	-736	-445
<b>Total</b>	<b>32.880</b>	<b>30.610</b>

Toutes les créances ont une échéance inférieure à 12 mois, à l'exception du poste clients douteux pour 63 K€.

### 4.3 Impôts différés actif et autres créances

Les impôts différés actif représentent 92 K€ au 31 décembre 2013 contre 404 K€ au 31 décembre 2012 et correspondent aux décalages temporaires, notamment sur la participation des salariés et la contribution sociale de solidarité.

Conformément au règlement 99-02, les actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale, quelle que soit leur échéance.

Autres créances en K€	31/12/2013	31/12/2012
Etat - Impôts différés	92	404
Personnel et comptes rattachés	21	25
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	110	219
Impôts sur les bénéfiques	10	10
Taxe sur la valeur ajoutée (1)	1.152	1.069
Groupe et associés	1.623	1.470
Débiteurs divers	141	28
Charges constatées d'avance	140	260
Dépréciation autres créances		
<b>Total</b>	<b>3.289</b>	<b>3.485</b>

(1) Commentaire sur l'évolution du poste « Autres créances » :

Les postes « Clients et comptes rattachés » et « Dettes fournisseurs et comptes rattachés » sont présentés après élimination des opérations entre sociétés du groupe. Pour améliorer la présentation du bilan consolidé, la TVA relative à ces opérations a été neutralisée des postes « autres créances et comptes de régularisation » et « Dettes fiscales et sociales ».

### 4.4 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Il n'y a pas de valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2013.

### 4.5 Capitaux propres

Le capital social est composé de 2.201.225 actions d'un nominal de 0,8 euro, dont 0.67 % reste à la disposition du public sur le Marché Libre de la Bourse de PARIS au 31 décembre 2013.

Les actions sont assorties d'un droit de vote double lorsqu'elles sont détenues depuis au moins deux ans sans interruption.

Part du Groupe :

2013 en K euros	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Capitaux propres
Situation au 01/01/2012	1 761	565	12 889	0	15 215
Dividendes			-4 402		-4 402
Résultat de l'exercice				4 014	4 014
Autres variations				-3	-3
<b>Situation au 31/12/2013</b>	<b>1 761</b>	<b>565</b>	<b>8 487</b>	<b>4 011</b>	<b>14 824</b>

2012 en K euros	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Capitaux propres
Situation au 01/01/2012	1 761	565	12 278	0	14 604
Dividendes			-4 402		-4 402
Résultat de l'exercice				5 015	5 015
Autres variations				-2	-2
<b>Situation au 31/12/2012</b>	<b>1 761</b>	<b>565</b>	<b>7 876</b>	<b>5 013</b>	<b>15 215</b>

#### 4.6 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ressortent à 727 K€ au 31 décembre 2013 contre 510 K€ au 31 décembre 2012.

En K€	Au 01/01/2013	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2013
Ecarts d'acquisition négatifs				
Passif d'impôt différé				
Risques Sociaux	511	490	275	727
Risques commerciaux	0			
<b>Total</b>	<b>511</b>	<b>490</b>	<b>275</b>	<b>727</b>

Ces provisions sont principalement constituées pour faire face à des risques sociaux (risques prud'homaux, risques divers liés au personnel).

#### 4.7 Fournisseurs et comptes rattachés

Fournisseurs - comptes rattachés en K €	31/12/2013	31/12/2012
Fournisseurs	2.714	3.353
Fournisseurs - Factures non parvenues	2.376	1.696
<b>Total</b>	<b>5.090</b>	<b>5.050</b>

#### 4.8 Dettes fiscales et sociales

Dettes fiscales et sociales en K€	31/12/2013	31/12/2012
Personnel et comptes rattachés (1)	6.701	7.282
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7.635	7.163
Impôts sur les bénéfices		21
Taxe sur la valeur ajoutée	7.438	6.311
Autres impôts, taxes et assimilés	2.163	2.197
<b>Total</b>	<b>23.937</b>	<b>22.975</b>

(1) Dont 1.945 K € de Personnel – charges à payer (incluant Primes)

#### 4.9 Autres dettes

Autres dettes en K€	31/12/2013	31/12/2012
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		182
Groupe et associés (Consort Group)	1.047	15
Autres dettes	815	540
Produits constatés d'avance	599	522
<b>Total</b>	<b>2.461</b>	<b>1.260</b>

#### 4.10 Echéances des créances et des dettes

Les créances et les dettes ont majoritairement une échéance inférieure à douze mois.

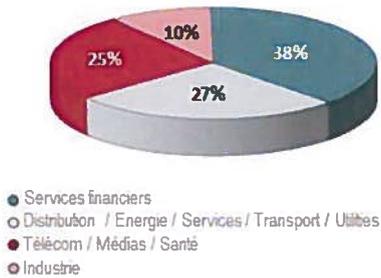
#### 4.11 Répartition du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de 2013 est de 112 546 K€ contre 110.590 K€ en 2012 ; il est essentiellement réalisé en France.

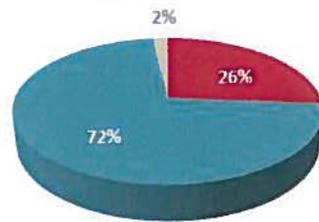
L'activité s'articule de la façon suivante :

## TYPOLOGIES DE NOS PRESTATIONS

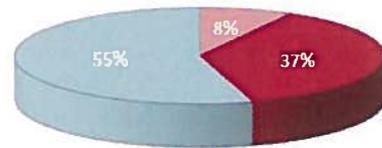
## SECTORISATION



## MÉTIERS



- Solutions Applicatives (Gestion & Techniques)
- Services d'Infrastructures
- Incubation et Nouveaux modèles



- Projets
- Infogérance
- Expertise technique et fonctionnelle

## 4.12 Autres produits d'exploitation

Autres produits d'exploitation en K €	2013	2012
Subvention d'exploitation (1)	238	508
Reprise sur amortissements et provisions	667	695
Autres		293
Transferts de charges (2)	337	505
<b>Total</b>	<b>1.243</b>	<b>2.002</b>

(1) pour 2013 :

dont Complément de crédit d'impôt recherche imputable à des projets réalisés en 2012 : 96 K €

Crédit d'impôt recherche imputable à des projets réalisés en 2013 : 140 K €

(2) pour 2012 :

dont 185 K€ des charges de personnel et intérimaires liées au programme de transformation du groupe initialisé en 2012 transférées en charges exceptionnelles.

## 4.13 Achats consommés

Autres achats et charges externes en K€	2013	2012
Etudes et prestations de services	9.086	9.013
Etudes et prestations au groupe	4.341	5.705
Matières et fournitures non stockées	1.262	625
Sous-traitance générale	135	122
Redevances de crédit-bail		3
Locations et charges locatives	2092	1.873
Entretien et réparations	289	341
Primes d'assurance	19	16
Personnel extérieur	1.738	1.640
Honoraires	797	776
Publicité et relations extérieures	205	142
Déplacements, missions et réceptions	1.569	1.565
Frais postaux et télécommunications	270	306
Services bancaires	68	60
Divers	115	141
<b>Total</b>	<b>21.986</b>	<b>22.328</b>

## 4.14 Dotations et reprises de provisions

Provisions en K€	Au 01/01/2013	Dotations	Utilisations	Reprises	Au 31/12/2013
Risque de litiges sociaux	513	490		275	727
Risques commerciaux	0				
Dépré. Immo. financières					
Dépréciation du poste Clients	445	683		392	736
Dépré. Autres créances					
<b>Total</b>	<b>957</b>	<b>1.173</b>		<b>667</b>	<b>1.463</b>
Dont dotation / reprise d'exploitation		1.173		667	
Dont dotation / reprise exceptionnelle					

## 4.15 Résultat financier

Le résultat financier est négatif de 1 K€.

## 4.16 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se traduit par une perte de 942 K€ qui se décompose comme suit :

En K€	2013	2012
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-680	-259
Dotations / reprise provision risque		39
Dotations exceptionnelles aux amortissements	-225	-17
Impact de la sortie de périmètre de Consort SARL	-37	
<b>Total</b>	<b>-942</b>	<b>-238</b>

En 2013, les charges exceptionnelles sur opération de gestion correspondent :

- à des indemnités de rupture de contrat de travail	467 K€
- Une remise annuelle client sur son chiffre d'affaires 2012	128 K€
- Des coûts liés au déménagement sur Paris	85 K€

Les dotations exceptionnelles aux amortissements sont relatives au transfert de siège social de Neuilly à Paris et au regroupement de centres de services sur Puteaux (mises au rebut des agencements et mobiliers).

#### 4.17 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Impôt sur les sociétés en K€	2013	2012
Résultat courant	1.597	2.253
Résultat exceptionnel	-314	-79
Résultat net	1.284	2.174

Preuve d'impôt :

Résultat consolidé avant IS	5.321	7.212
Taux IS	33.33 %	33.33 %
IS théorique	1.774	2.404
IS sur charges non déductibles définitivement	124	142
IS sur produits non taxables définitivement	-406	-121
Crédits d'impôt	-194	-235
Autres	-15	-16
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>1.284</b>	<b>2.174</b>

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, toutes les sociétés françaises détenues à au moins 95 % par la société Consort NT Group sont intégrées fiscalement avec Consort NT Group comme société tête de groupe ; en 2012, la société chef de file de l'intégration fiscale était Consort Group.

#### 4.18 Retraitement des crédits-bails

Les contrats de crédit-bail souscrits par le Groupe ne sont pas significatifs ; ils n'ont donc pas été retraités en consolidation. Les contrats, uniquement de nature mobilière, portent sur des matériels informatiques de valeur non significative.

## 5 Autres informations

### 5.1 Engagements hors bilan

Les engagements de retraite déterminés suivant l'hypothèse d'un départ à l'initiative du salarié s'établissent à 26 K€ au 31 décembre 2013.

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du droit individuel à la formation par les salariés à la clôture de l'exercice ressort à 77 541 heures.

**5.2 Montant des honoraires des Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat**

Montants liés au contrôle légal des comptes	95 K euros
Montants relatifs aux conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes	

**5.3 Personnel****5.3.1 Effectif**

	2013	2012
Effectif salariés moyen	1.589	1.458
Effectif productif + staff à la clôture de l'exercice (1)	1.763	1.716

(1) dont 125 sous-traitants et intérimaires au 31 décembre 2013 contre 156 au 31 décembre 2012

Le montant des charges sociales s'élève à 22.888 K€ en 2013 (contre 22.635 K€ en 2012) après déduction du CICE 2013 pour un montant de 1 233 K€.

**5.3.2 Rémunération des organes de direction**

La rémunération totale des organes de Direction (mandat de direction par Consort NT Group) s'est élevée, en 2013, à 220 K€.

Aucun engagement en matière de retraite n'excède ce qui est attribué aux salariés.

**5.3.3 Participation des salariés**

La participation des salariés aux fruits de l'expansion pour le groupe est globalement un produit de 104 K€ dans les comptes de 2013, contre une charge de 839 K€ au titre de l'exercice 2012.

Nous rappellerons que le montant de la participation 2012 recalculé conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 20 mars 2013 a été inférieur au montant provisionné dans les comptes de 2012 pour 152 K€.

**6 Exposition aux risques particuliers****6.1 Risque de marché**

Le Groupe ne possède aucune créance ou dette significative en monnaie étrangère.

Le Groupe n'a ni engagement sur les instruments de couverture ni dettes à taux variable.